

APPEL AUX ORGANISATIONS SYNDICALES ET AUX ASSOCIATIONS DE RETRAITÉS

MOBILISONS-NOUS POUR EXIGER LA MISE EN PLACE
D'UNE BRANCHE DÉPENDANCE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

APRES LES RETRAITES, LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE AU GRAND ÂGE.

Nicolas Sarkozy, François Fillon, les membres du gouvernement et la majorité parlementaire ont imposé au pays une contre-réforme des retraites refusée par une majorité de la population. Depuis leur passage en force, ils se félicitent même d'avoir sauvé **«notre système de retraite par répartition»** ! Lors de son opération médiatique du 16 novembre, le Président de la République a confirmé que sa prochaine réforme d'ampleur serait celle du financement de la dépendance des personnes âgées.

ON PEUT CRAINdre LE PIRE.

Cette nouvelle réforme, imposée par les mêmes, sera donc destinée à servir les intérêts financiers des compagnies d'assurances privées et de leurs actionnaires. D'ores et déjà, un rapport présenté par Mme Rosso-Debord, députée UMP, en juin 2010, et destiné à préparer les esprits, fixe les orientations principales. Le rapport reconnaît que les personnes âgées dépendantes seront plus nombreuses dans les prochaines années, mais précise que la réforme doit se faire à moyens financiers constants, compte tenu **«des finances publiques exsangues»**. Avec ses choix de faire des cadeaux fiscaux aux plus riches, de crier ensuite aux déficits publics et de tout faire à budget constant, la majorité UMP n'offre comme solution que le recours individuel à l'assurance privée. L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) actuelle serait remplacée par l'obligation faite aux personnes de plus de 50 ans de souscrire un contrat d'assurance dépendance auprès d'une compagnie privée ! Cette fois, il n'y a plus aucune pudeur à dévoiler que le **«marché de la dépendance»** est ouvert exclusivement aux intérêts financiers des compagnies d'assurances.

LE PROGRES SOCIAL : CREER UNE 5ème BRANCHE DE LA SECURITE SOCIALE.

- L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) estime que la dépendance est une question qui concerne toute la société et qui exige donc une réponse de la collectivité nationale.
- Cette prise en charge collective doit se faire quel que soit l'âge des personnes en situation de handicap.
- Le meilleur outil pour organiser cette solidarité nationale est la Sécurité Sociale qui devrait donc se voir adjoindre une cinquième branche, en plus de la maladie, la vieillesse, les accidents du travail et la famille.
- **Le financement nouveau doit être trouvé par une contribution de tous, établie à partir de tous les revenus et de tous les patrimoines, et progressive.**
 - **NON aux limitations dans la prise en charge publique. La solidarité nationale doit entrer en jeu quel que soit l'âge de la personne en état d'handicap.**
 - **NON à la privatisation de la dépendance par le recours exclusif et obligatoire aux assurances privées.**
 - **NON aux recours sur successions; le financement de tous à partir de l'ensemble des revenus et des patrimoines permettra ensuite d'annuler ce qui reste à la charge directe des personnes handicapées et de leurs familles. C'est la mise en pratique d'une réelle solidarité nationale.**